

Education

« C'est l'équivalent d'un lycée entier qui est rayé de la carte »

52 postes d'enseignants de second degré devraient être supprimés à la rentrée prochaine dans l'académie de Limoges. 25 emplois de professeurs des écoles devraient également disparaître en primaire. Une véritable douche froide pour les syndicats...

FLORENCE CLAVAUD-PARANT
florence.clavaud-parant@centrefrance

Reporté à trois reprises en raison de l'absence de budget, le CSA ministériel de préparation de rentrée scolaire 2026 s'est enfin tenu ce 26 janvier. Et les nouvelles ne sont pas bonnes : dans le second degré, 1.803 emplois de professeurs seront supprimés en septembre prochain, soit 438 de plus que ce que laissaient prévoir les projections établies en novembre dernier.

Toutes les académies sont touchées et pour celle de Limoges, la facture sera lourde : 52 postes seront supprimés dans les collèges et les lycées du Limousin. « C'est énorme, scandaleux, et bien pire que prévu ! », estime Patrice Arnoux, co-secrétaire académique du Snes-FSU Limousin. Nous sommes aujourd'hui dans un contexte où il est extrêmement difficile de travailler dans les classes, que ce soit pour les élèves, qui sont de plus en plus fragiles, et pour les enseignants. Dans l'académie de Limoges, nous avons rarement connu un tel niveau de coupe dans les moyens, sauf sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Ces suppressions

s'ajoutent aux 28 déjà infligées à la rentrée 2025. 80 retraits en deux rentrées, 188 depuis la rentrée 2018, c'est inacceptable ! C'est comme si un lycée entier, le lycée Valadon par exemple, était rayé de la carte ! »

« Une approche dangereuse qui nie la réalité des territoires »

Pour les syndicats, la baisse démographique n'explique pas tout. Les organisations enseignantes y voient d'abord un manque de volonté politique en faveur d'un secteur éducatif déjà très malmené. « Les conditions de travail et d'études dans les classes ne cessent de se dégrader depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Avec des effectifs qui sont déjà parmi les plus chargés d'Europe, le système éducatif français reste très marqué par les inégalités sociales, il peine à faire réussir tous les élèves alors que l'élévation des qualifications est un défi majeur à relever par notre pays »,

poursuit le Snes-FSU Limousin qui voit dans le projet d'interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans « une mesure populiste et inapplicable faute de moyens humains ».

Les collèges et les lycées ne seront pas seuls à payer la facture. Les écoles seront également repris par l'administration. Une mesure qui devrait immanquablement s'accompagner de fermetures de classes, et dont la déclinaison locale a justement été reportée après les élections municipales pour éviter de « regrettables interférences » : contrairement au calendrier habituel qui veut que les mesures de carte scolaire soient discutées dès janvier, celles-ci ne débiteront cette année qu'après le scrutin. « En Haute-Vienne, le CSASD (conseil social d'administration spécial départemental), n'est prévu le 31 mars », regrette le syndicat du 1^{er} degré Snuipp-FSU.

En attendant, les enseignants du Se-Unsa Limousin font part, eux aussi, de leurs inquiétudes. « Au total, ce sont 77 postes enseignants qui disparaîtront en septembre. Dans le même temps, aucun poste d'AESH, de CPE,



« La tentation est grande, dans un contexte budgétaire contraint, de réduire l'école à une variable d'ajustement. » ILLUSTRATION STÉPHANIE PARA

d'administratif n'est créé, pas plus que de poste d'infirmière scolaire, de psychologue ou d'assistant social. « La tentation est grande, dans un contexte budgétaire contraint, de réduire l'école à une variable d'ajustement, s'insurgent les responsables du syndicat. Moins d'élèves signifierait mécaniquement moins de postes, moins de classes, moins de présence éducative. Cette approche est dangereuse, elle nie totalement la réalité des territoires, notamment ruraux. C'est accélérer leur fragilisation et nourrir un sentiment d'abandon. »

Dans le second degré, collèges et lycées commencent à recevoir leur DGH (Dotation globale horaire) et il se murmure que certains devront se priver de nombreux profs voire fermer une ou plusieurs divisions. Pour le 1^{er} degré, la répartition des 25 suppressions d'emploi entre les trois départements limousins devrait être connue ce vendredi 30 janvier lors d'une CAEN (Conseil académique de l'Education Nationale) prévu à Limoges. Reste à savoir si les représentants syndicaux, particulièrement inquiets, accepteront d'y participer. ●